



Le 4 février 2025

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Logement : un budget pour agir, une année pour confirmer

Les membres de l'Alliance pour le logement – la FFB, l'USH, la FNAIM, la FPI, Pôle Habitat FFB, PROCIVIS, l'UNIS, l'UNNE, l'UNSAFA et l'UNTEC – accueillent avec satisfaction, même si certaines dispositions actées par le Sénat n'ont pas été reprises (sortie en sifflet du Pinel), le vote transparent de mesures importantes pour les Français dans le cadre de la commission mixte paritaire du projet de loi de finances 2025 :

- la restauration d'un PTZ facilitant l'accès à un logement neuf individuel ou collectif pour les primo-accédants, sur tout le territoire ;
- la baisse de la Réduction de loyer de solidarité (RLS) ;
- l'exonération temporaire des donations à hauteur de 300 000 € maximum par donataire en vue de la construction ou de l'acquisition d'une résidence principale ;
- la stabilité du budget dédié à MaPrimRénov'.

Les partenaires de l'Alliance avaient demandé l'adoption rapide du budget pour donner de la visibilité aux professionnels comme aux particuliers et ne pas bloquer les projets en cours en rénovation et construction. Il reste onze mois pour éviter que 2025 soit pire que 2024 !

La dynamique engagée doit permettre de poursuivre le travail sur des sujets majeurs :

- mise en place effective du groupe de travail sur le statut du bailleur privé ;
- engagement concret de mesures de simplification : le rapport Rebsamen faisait des recommandations qui n'ont pas encore été mises en œuvre et l'Alliance pour le logement avait élaboré des propositions en avril 2024. Les solutions sont donc largement connues ;
- évaluation des seuils 2025 et 2028 de la RE2020 et gel des « sur-normes » dans cette attente ;
- dégel des crédits bloqués, en particulier pour la rénovation du parc privé et du parc social, y compris à l'échelon local, et dans la perspective de trouver une solution durable de financement de ces travaux.

L'Alliance pour le logement rappelle que le logement constitue un secteur stratégique pour la France, au regard de son importance pour l'économie, l'emploi, la cohésion sociale et la transition écologique. Le gouvernement, avec l'impulsion donnée par Valérie Létard, doit continuer à faire du logement une priorité.

